



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/32/305
26 octobre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-deuxième session
Point 125 de l'ordre du jour

QUESTION DE L'ILE COMORIENNE DE MAYOTTE

Lettre datée du 25 octobre 1977, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Tunisie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 125 de l'ordre du jour, les résolutions ci-jointes adoptées lors de la vingt-septième session ordinaire du Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (annexe I) et le Programme d'action recommandé par le Comité des sept (annexe II).

Le Représentant permanent de la Tunisie
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

Président du Groupe africain

(Signé) Mahmoud MESTIRI

ANNEXE I

A. Résolution CM/Res.497 (XXVII) sur l'île comorienne de Mayotte

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine, réuni en sa vingt-septième session ordinaire à l'île Maurice du 24 juin au 3 juillet 1976,

Notant avec satisfaction l'admission à l'unanimité, de la République des Comores en tant qu'Etat membre de l'OUA, en date du 18 juillet 1975,

Prenant acte du Rapport du Secrétaire général relatif à l'île comorienne de Mayotte,

Rappelant que l'ensemble du peuple de la République des Comores, par le référendum du 22 décembre 1974 a exprimé à une écrasante majorité sa volonté d'accéder à l'indépendance dans l'unité politique et l'intégrité territoriale,

Considérant que les prétendus référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une agression contre l'ensemble du peuple comorien et une violation de l'intégrité territoriale des Comores,

Considérant que l'occupation, par la France, de l'île comorienne de Mayotte constitue une agression flagrante contre l'Etat comorien, membre de l'OUA,

Considérant qu'une telle attitude de la France constitue une violation caractérisée des principes et des résolutions pertinents de l'OUA qui consacrent notamment l'intangibilité des frontières héritées de l'administration coloniale,

Considérant enfin que l'installation des bases militaires dans l'océan Indien par la France et toutes les autres puissances impérialistes constituent une agression flagrante contre les Etats indépendants d'Afrique et d'Asie,

1. CONDAMNE les prétendus référendums du 8 février 1976 et du 11 avril 1976 qu'il considère comme nuls et nonavenus et rejette d'avance :

1) toute autre forme de référendum ou consultation qui peut être organisé ultérieurement en territoire comorien de Mayotte par la France;

2) toute loi ou règlement pris par une instance législative ou gouvernementale française tendant à légaliser une quelconque présence coloniale française en territoire comorien de Mayotte;

2. CONDAMNE énergiquement la présence de la France à Mayotte, qui constitue une agression portant atteinte à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République indépendante des Comores ainsi qu'à l'indépendance et à la sécurité de toute l'Afrique;

/...

3. EXIGE que le Gouvernement français se retire immédiatement de l'île comorienne de Mayotte, partie intégrante de la République indépendante des Comores et qu'il respecte la souveraineté du nouvel Etat;

4. INVITE le Président du Conseil des Ministres, le Secrétaire général de l'OUA, le Groupe africain aux Nations Unies à mettre tout en oeuvre pour que la question de l'île comorienne de Mayotte soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies;

5. INVITE le Président de la vingt-septième session du Conseil des Ministres et le Secrétaire général de l'OUA à demander l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence des pays non alignés de Colombo la question de l'île comorienne de Mayotte;

6. DEMANDE au Président du Conseil, en collaboration avec le Secrétaire général de l'OUA, de créer, au cours de la présente session, un Comité spécial de sept membres dont les Comores. Ce comité sera chargé d'étudier et de mettre en place, sous l'égide du Secrétaire général, toute stratégie et toutes mesures de nature à favoriser le règlement rapide du problème de l'île comorienne de Mayotte;

7. DECIDE d'accorder un don de 10 millions de dollars à tirer du Fonds spécial arabe pour l'Afrique à la République des Comores pour lui permettre de faire face à ses graves difficultés;

8. INVITE tous les Etats membres de l'OUA à apporter, individuellement et collectivement une aide efficace à l'Etat comorien et à coopérer avec celui-ci dans tous les domaines avec la République des Comores et ce pour lui permettre de défendre et sauvegarder son indépendance, l'intégrité de son territoire et sa souveraineté nationale;

9. DEMANDE au Président du Conseil des Ministres et au Secrétaire général de l'OUA de suivre de près l'évolution des événements aux Comores en vue de prendre toutes les mesures qui s'imposent;

10. DEMANDE à ce que la question de l'île comorienne de Mayotte soit un point permanent de l'ordre du jour des réunions, conférences et conseils de l'OUA et du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique tant que la France occupera illégalement l'île comorienne de Mayotte;

11. DEMANDE également à ce que les Etats membres veillent à faire inscrire la question de l'île comorienne de Mayotte à l'ordre du jour de toutes les réunions à venir des Non-Alignés, de l'Assemblée générale des Nations Unies, et des conférences générales de toutes les institutions et organisations du système des Nations Unies, et qu'ils y défendent les résolutions condamnant l'occupation illégale par la France de l'île comorienne de Mayotte.

/...

B. Résolution CM/Res.555 (XXIX) sur la question de
l'île comorienne de Mayotte

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'unité africaine réuni à sa vingt-neuvième session ordinaire à Libreville, Gabon, du 23 juin au 3 juillet 1977,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général relatif à la question de l'île comorienne de Mayotte,

Ayant entendu l'exposé du Ministre des affaires étrangères de la République des Comores,

Ayant pris acte du rapport du Comité ad hoc des 7 créé par la résolution CM/496 (XXVII) à l'île Maurice,

Rappelant que l'ensemble du peuple de la République des Comores par le référendum du 22 décembre 1974 a exprimé à une écrasante majorité sa volonté d'accéder à l'indépendance dans l'unité politique et l'intégrité territoriale,

Considérant que les prétendus référendums imposés aux habitants de l'île comorienne de Mayotte constituent une agression flagrante contre l'Etat comorien et une violation de l'intégrité territoriale des Comores,

Considérant que l'occupation, par la France, de l'île comorienne de Mayotte constitue une agression flagrante contre l'Etat comorien, membre de l'OUA et de l'ONU,

Considérant qu'une telle attitude de la France constitue une violation caractérisée des principes et des résolutions pertinentes de l'OUA qui consacrent notamment l'intangibilité des frontières héritées de l'administration coloniale,

Considérant que l'installation des bases militaires dans l'océan Indien par la France et toutes les autres puissances impérialistes constitue une agression flagrante contre les Etats indépendants d'Afrique et d'Asie,

Rappelant les résolutions pertinentes par l'ONU et par l'OUA en particulier la résolution adoptée à l'île Maurice par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernements de l'OUA, notamment en son article 15,

1. CONDAMNE les prétendus référendums du 8 février 1976 et du 11 avril 1976 organisés à Mayotte qu'il considère comme nuls et non avenus et rejette d'avance :

a) toute autre forme de référendum ou consultation qui pourrait être organisé ultérieurement en territoire comorien de Mayotte par la France;

b) toute loi ou règlement pris par une instance législative ou gouvernementale française tendant à légaliser une quelconque présence coloniale française en territoire comorien de Mayotte;

/...

2. CONDAMNE énergiquement l'occupation illégale par la France de l'île comorienne de Mayotte qui constitue une agression portant atteinte à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République indépendante des Comores, ainsi qu'à l'indépendance et à la souveraineté de toute l'Afrique;

3. EXIGE le retrait immédiat de la France de l'île comorienne de Mayotte, partie intégrante de la République des Comores et le respect de la souveraineté de cet Etat;

4. REAFFIRME la solidarité totale avec le peuple et le Gouvernement de la République des Comores dans la lutte qu'ils mènent pour la libération totale de leur territoire national;

5. DEMANDE au Secrétaire général de l'OUA, le Groupe africain aux Nations Unies et le Comité ad hoc notamment, de veiller à ce que la question de l'île comorienne de Mayotte devienne un point permanent à l'ordre du jour

- a) de l'ONU,
- b) des non-alignés,
- c) de la Ligue des Etats arabes,
- d) de la Conférence islamique,
- e) de toutes autres conférences ou rencontres internationales auxquelles participeront des Etats membres de l'OUA;

6. INVITE le Président en exercice de l'OUA de prendre avec le Président de la République française les contacts nécessaires en vue de résoudre ce problème conformément aux résolutions pertinentes de l'OUA et de l'ONU;

7. INVITE les Etats membres de l'OUA à entamer également auprès des autorités françaises des démarches individuelles pour exiger de la France son retrait immédiat de Mayotte et le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de la République des Comores;

8. INVITE le Secrétaire général de l'OUA à soumettre un rapport avec le Secrétaire général de l'ONU pour prendre toutes les initiatives visant à l'application de la résolution No du 21 octobre 1976 relative à la question de l'île comorienne de Mayotte adoptée lors de la 31ème Assemblée générale des Nations Unies;

9. INVITE également le Secrétaire général de l'OUA de se mettre en rapport avec les secrétaires généraux de la Ligue des Etats arabes et de la Conférence islamique ainsi qu'avec le Président en exercice du mouvement des pays non alignés en vue de coordonner les actions de ces différentes organisations pour assurer l'application des différentes résolutions prises par ces instances sur la question de l'île comorienne de Mayotte;

/...

10. DEMANDE au Secrétaire général de l'OUA de dépêcher aux Comores, y compris Mayotte, une mission pour évaluer la situation et faire rapport à la prochaine Conférence au sommet de l'OUA;

11. PRIE les Etats membres et le Secrétariat général de l'OUA de donner la plus large publicité aux informations concernant la situation aux Comores à l'occasion de l'anniversaire des grandes dates de l'histoire de l'Etat des Comores;

12. INVITE le Comité des douze et le Secrétaire général de l'OUA à se mettre en rapport avec le Comité des douze et le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes en vue d'examiner la possibilité de l'octroi dans le cadre de la coopération arabo-africaine d'une assistance financière urgente et exceptionnelle des Comores en butte à d'énormes difficultés financières particulièrement à la suite du rapatriement de 16 000 Comoriens de Majunga (Madagascar) et de la dernière éruption volcanique qui a fait plus de 10 000 sans abri;

13. LANCE UN APPEL à tous les Etats membres de l'OUA et aux organisations internationales pour qu'une aide directe soit accordée à l'Etat comorien pour lui permettre de faire face aux difficultés auxquelles il est confronté pour la défense de son indépendance, l'intégrité de son territoire, la souveraineté nationale et l'unité de son peuple;

14. SOUHAITE qu'une mission économique mixte de la CEA et de l'OUA se rende à MORONI pour déterminer avec les autorités comoriennes les priorités économiques de l'Etat comorien;

15. INVITE le Secrétaire général de l'OUA à prendre toutes les mesures pratiques pour que la prochaine réunion du Comité des 7 ait lieu, au niveau ministériel, à MORONI au courant du mois d'août 1977 (avant la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies);

16. PRIE le Président en exercice de l'OUA de prendre toute initiative de nature à réaliser la normalisation des relations entre les deux gouvernements, comorien et malgache.

/...

ANNEXE II

Programme d'action recommandé par le Comité des sept, réuni à Moroni (Comores) les 5 et 6 septembre 1977

Préambule

Le Comité des sept de l'OUA sur l'île comorienne de Mayotte composé des Etats membres suivants : Algérie, Cameroun, Comores, Gabon, Madagascar, Mozambique et Sénégal, réuni conformément à la résolution CM/496 (XXVII) les 5 et 6 septembre 1977 à Moroni aux termes de la résolution CM/555 (XXIX),

Ayant pris acte de la déclaration solennelle faite par le Chef d'Etat des Comores lors de la session inaugurale d'après laquelle le Comité avait noté avec appréciation la volonté et la disposition du Gouvernement des Comores de procéder à des négociations afin d'aboutir à une solution pacifique de la question du retour de Mayotte à la République de Comores,

Ayant entendu l'exposé détaillé du Ministre des affaires étrangères des Comores sur la situation politique et économique prévalant aux Comores,

Ayant pris note du rapport du Secrétaire général sur les développements de cette question,

Tenant compte des résolutions pertinentes adoptées par l'OUA, les Nations Unies, la Conférence des Non-Alignés, la Ligue arabe et la Conférence islamique et tout en déplorant l'attitude obstinée et négative du Gouvernement français, a adopté le Programme d'action suivant :

1. Le Comité ayant noté avec grande appréciation la célérité et la détermination avec lesquelles le Président en exercice de l'OUA, Son Excellence El Hadj Omar Bongo a accompli sa mission avec le Président français et l'a notamment invité au nom de l'ensemble de l'Afrique à déployer tous les efforts nécessaires afin de réaliser dans les plus brefs délais possibles l'évacuation inconditionnelle par la France de l'île de Mayotte et ce en vue de faciliter la réintégration de cette île à la République des Comores, le prie de poursuivre ses efforts dans ce sens.

2. Qu'une mission composée des Ministres des affaires étrangères du Comité des Sept sur la question de l'île comorienne de Mayotte rencontre le Ministre des affaires étrangères de France pour déterminer les intentions réelles et les projets de la France en ce qui concerne l'avenir qu'elle réserve à Mayotte. Au cours de leurs discussions avec leur homologue français, ils devront demander que la France lève une fois pour toutes les restrictions imposées sur le déplacement des personnes et des marchandises entre l'île comorienne de Mayotte et le reste de l'archipel des Comores.

/...

3. Que les Ambassadeurs des sept Etats africains, membres du Comité des sept résidant à Paris, suivent de près les développements de cette question tout en prenant collectivement les initiatives nécessaires avec les autorités françaises compétentes lorsque cela s'avérera nécessaire.

4. Le Comité recommande que la prochaine réunion du Comité de libération de l'OUA mette en oeuvre le paragraphe 12 de la résolution CM/555 (XXIX) sur l'île comorienne de Mayotte qui demande au Comité de libération d'élaborer, en collaboration avec le Gouvernement comorien, une stratégie appropriée en vue du retrait de la France de Mayotte et sa réintégration à la République des Comores.

5. Le Comité fait appel à tous les Etats membres de l'OUA afin qu'ils déploient individuellement et collectivement des efforts en vue d'obliger le Gouvernement français à régler d'une façon juste et urgente, en collaboration avec le Gouvernement de la République des Comores, ce problème qui préoccupe toute l'Afrique.

6. Que les Ministres des affaires étrangères du Comité des sept se réunissent à New York pendant la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de mobiliser l'opinion publique et internationale sur la question de Mayotte. Le Groupe africain à New York doit aussi adopter pendant la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies une position commune sur le problème de Mayotte. Il doit demander qu'une mission dépêchée par les Nations Unies parte pour la France et la République des Comores afin de discuter la question de l'évacuation française de l'île de Mayotte et sa réintégration à la République des Comores. Le Comité doit également recommander que des contacts soient établis avec les pays du Marché commun européen et les pays scandinaves et autres groupes régionaux pour obtenir leur appui dans la lutte menée par l'OUA en vue du retour de Mayotte à la République des Comores.

7. Invite le Groupe africain à veiller à ce que l'Assemblée générale des Nations Unies adopte une résolution autorisant la CEA à effectuer une mission conjointe avec l'OUA à Moroni pour déterminer, en collaboration avec le Gouvernement de la République des Comores, les priorités économiques de l'archipel dans le but de mobiliser et d'obtenir une aide internationale pour les îles Comores.

8. Le Comité recommande que la résolution CM/555 (XXIX) invitant le Secrétaire général à procéder à des consultations avec le Comité des 12 de l'OUA et le Secrétaire général de la Ligue arabe afin d'accorder une aide financière et économique urgente aux Comores dans le cadre de la coopération afro-arabe soit mise en oeuvre.

9. Le Comité décide de tenir une autre réunion avant la prochaine session ordinaire du Conseil des Ministres pour évaluer les résultats de ce programme d'action.
